

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 13 au 17 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Prévisions 2026 : le FMI ajuste ses perspectives pour les pays d'Afrique centrale dans un contexte d'incertitudes accrues

Les projections actualisées du [World Economic Outlook d'avril 2026](#) font apparaître une révision à la baisse des perspectives de croissance pour l'Afrique subsaharienne, et plus particulièrement pour la zone CEMAC. Ces changements interviennent dans un environnement international marqué par des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui alimentent des pressions haussières sur les prix de l'énergie, des engrais ainsi que sur les coûts du transport maritime, avec des répercussions directes sur les économies africaines. Dans ce contexte, la croissance de la CEMAC pour 2026 est désormais estimée à 3,1 %, (-0,3 pp de révisions par rapport aux prévisions d'octobre 2025), traduisant les effets conjugués de la volatilité des termes de l'échange et du ralentissement du commerce extérieur. Cette performance demeure inférieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, projetée à 4,3 %, et plus encore à celle de l'UEMOA, attendue à 5,5 %, soutenue par le dynamisme de certaines économies, notamment le Bénin et la Côte d'Ivoire, dont les taux de croissance restent parmi les plus élevés de la région.

LE CHIFFRE A RETENIR

-2,8 %

Prévision du déficit public (en % du PIB) en 2026 pour la CEMAC

L'hétérogénéité entre pays membres demeure la caractéristique dominante de la zone CEMAC. Le Tchad s'impose comme le principal moteur de croissance, avec une prévision relevée à 5,2 % (+ 1,7 pp de révision), soutenu par l'essor du secteur minier aurifère et la consolidation de la production pétrolière. La Centrafrique, après une solide performance de 4,8 % en 2025, ralentirait à 2,6 % en 2026, pénalisée par le retournement des termes de l'échange et des contraintes structurelles persistantes. La Guinée équatoriale resterait en récession (- 2,7 %), bien qu'en nette amélioration par rapport à 2025 (- 6,4 %). Le Cameroun, le Congo et le Gabon affichent des perspectives modérées, respectivement à 3,3 %, 2,8 % et 2,7 %. En dehors de la zone CEMAC, la croissance de la RDC progresserait légèrement de 5,7 % à 5,9 %, tandis que São Tomé-et-Príncipe, malgré une révision sensiblement à la baisse (- 1,5 pp), s'accélérait à 3,4 % après 2,1 % en 2025.

Sur le front de l'inflation, les pressions s'atténuent : le taux régional est attendu à 2,7 % en 2026 — contre 3,2 % projetés précédemment — après 2,0 % en 2025, marquant la fin de trois années consécutives de forte inflation post-Covid. Le Tchad a connu un épisode déflationniste en 2025 (- 2,6 %), conjuguant bonne campagne agricole, contrôle administratif des prix et effets de base favorables ; un rebond à 0,5 % est attendu en 2026. À l'opposé, le Cameroun enregistre la pression inflationniste la plus élevée de la zone (3,4 % en 2025), en lien avec son poids prépondérant dans la consommation sous-régionale et les effets résiduels des ajustements tarifaires de 2023-2024. Hors CEMAC, São Tomé afficherait le taux le plus élevé de la région à 9,6 % tandis que la RDC connaîtrait un net recul de l'inflation, ramenée à 3,3 % (- 3,9 points de révision) après 7,4 % en 2025.

La trajectoire budgétaire des pays de la CEMAC reste globalement fragile. Le solde budgétaire de la zone est projeté à -2,8 % du PIB en 2026, en légère dégradation par rapport à la précédente projection de - 1,9 %. Cette stabilisation apparente masque de fortes disparités. Le Gabon constitue le principal

point de vigilance, avec un déficit attendu à - 10 % du PIB, lié à une politique budgétaire expansionniste. La Centrafrique afficherait également un déficit élevé (- 5 % du PIB), en partie structurel, reflet de la fragilité de son assiette fiscale. À l'inverse, le Congo est le seul pays de la zone à maintenir un solde positif (0,4 % du PIB), grâce à une mobilisation soutenue des recettes non pétrolières. Concernant les États non membres de la CEMAC, le FMI anticipe un creusement du déficit public en RDC (- 3,5 % du PIB contre - 2,8 % en 2025), tandis que São Tomé réaliserait un redressement notable, passant d'un déficit de - 2,5 % à un excédent de 1 % du PIB.

Le ratio d'endettement public de la CEMAC a été sensiblement révisé à la hausse, à 51,6 % du PIB (+2,2 pp), soit près du double du niveau enregistré en 2014. Le Congo demeure l'économie avec le taux d'endettement le plus élevé de la zone, avec un ratio de 91,3 % du PIB prévu en 2026, en amélioration toutefois par rapport aux 96,8 % estimés pour 2025 grâce aux remboursements en cours et aux efforts de restructuration de la dette extérieure. Le Gabon voit son ratio progresser à 86,1 % (contre 78,9 % en 2025) sous l'effet de sa politique d'investissement, tandis que la Centrafrique maintient un ratio de 64 %, révélateur de la faiblesse de ses ressources intérieures. Hors CEMAC, la dynamique de la dette publique apparaît contrastée. En RDC, le ratio d'endettement devrait progresser de 4,2 points de PIB pour atteindre 24,6 % du PIB en 2026, sous l'effet de nouveaux emprunts extérieurs, notamment l'émission d'un eurobond d'un montant de 1,25 Md USD en 2026. À l'inverse, la dette de São Tomé-et-Príncipe enregistrerait un recul significatif, de l'ordre de 5,3 points de PIB, pour s'établir à 50,4 % du PIB en 2026.

Sur le plan extérieur, le solde courant de la CEMAC se dégraderait légèrement, à - 3,7 % du PIB en 2026 (contre - 3,5 % dans l'ancienne projection et - 3,2 % en 2025), sous l'effet conjugué du recul des exportations pétrolières et du dynamisme des importations de biens d'équipement et alimentaires. Le Congo affiche le déficit le plus élevé de la zone (- 6,0 % du PIB), dans un contexte de forte dépendance aux hydrocarbures et de dette extérieure lourde. Le Cameroun verrait son déficit se creuser à - 5,1 % du PIB (contre - 3,8 % en 2025), pénalisé par la baisse des exportations de cacao et la hausse des importations de biens intermédiaires. En revanche, le Tchad devrait basculer en excédent (+ 0,8 % du PIB), porté par la progression de ses exportations minières et une contraction des importations.

Ces perspectives restent entourées d'incertitudes. La prolongation du conflit au Moyen-Orient, pourrait favoriser les exportations des pays pétroliers de la zone à travers une hausse du prix du baril de pétrole, mais risquerait simultanément d'accentuer les pressions inflationnistes et d'aggraver certains déséquilibres macroéconomiques. À ces risques externes s'ajoutent des vulnérabilités internes — tensions sécuritaires et chocs climatiques — susceptibles de peser sur la production agricole.

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
	Congo	2,4	2,8	▲ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▼ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du *World Economic Outlook* (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : Parlym en charge des études d'ingénierie du champ gazier de Yoyo-Yolanda.
- **Cameroun** : perspectives de relance du bloc pétrolier de Zina-Makary.
- **Congo** : TotalEnergies annonce une nouvelle découverte d'hydrocarbures estimés à 100 millions de barils.
- **Gabon** : la Banque mondiale classe le pays dans l'archétype « voie des ressources » et alerte sur son coût d'emprunt souverain.
- **Guinée équatoriale** : Chevron approuve un investissement de 690 M USD pour le champ gazier d'Aseng.
- **Tchad** : l'Assemblée nationale adopte la deuxième phase du Projet d'appui au secteur de l'électricité.
- **RDC** : le pays réalise sa première émission d'eurobond, à 1,25 Md USD.
- **São Tomé-et-Principe** : le FMI valide la 3e revue du programme ECF, malgré un contexte international dégradé.

Régional

Parlym en charge des études d'ingénierie du champ gazier de Yoyo-Yolanda

L'entreprise française Parlym a été [sélectionnée](#) pour conduire les études d'ingénierie du gisement transfrontalier de Yoyo-Yolanda. Ce champ gazier, dont les réserves sont estimées à 2 500 Mds pieds cubes de gaz naturel, est appelé à être développé conjointement par le Cameroun et la Guinée équatoriale. Cette annonce fait suite à la signature de l'accord d'unitisation du gisement entre les deux pays. Les études menées par Parlym interviendront en amont du schéma de développement du projet. Le pilotage technique du champ gazier avait par ailleurs été confié à la société étatsunienne Chevron, désignée opérateur, pour un investissement global estimé à 4 Mds USD.

Cameroun

Perspectives de relance du bloc pétrolier de Zina-Makary

La Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) a [annoncé](#) vouloir reprendre les activités pétrolières dans le bloc de Zina – Makary, à l'arrêt depuis 2014. Situé dans le bassin de Logone Birni, à l'Extrême Nord du pays, l'ensemble avait fait l'objet d'un contrat de partage de production entre le Cameroun et la société chinoise Yanchan portant sur des activités de recherche et

d'exploration en 2009. Les opérations avaient été suspendues pour un cas de force majeure en raison de la situation sécuritaire dans la zone. La relance des activités d'exploration répond aux besoins de renouvellement des réserves nationales, la production du Cameroun étant largement tributaire de champs matures.

Congo

TotalEnergies annonce une nouvelle découverte d'hydrocarbures estimée à 100 millions de barils

Le groupe TotalEnergies a [annoncé](#) une découverte d'hydrocarbures au large du Congo, sur le permis Moho, dont elle détient 63,5 % aux côtés de trident Energy (21,5 %) et de la Société nationale des Pétroles du Congo (15 %). Cette découverte pourrait contribuer à renforcer la production nationale à moyen terme, sous réserve des évaluations techniques complémentaires. Elle s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à optimiser ses actifs et à soutenir ses activités d'exploration en Afrique.

Ulsan Mining Congo prévoit de produire jusqu'à 2 millions de tonnes d'acier par an

Ce [projet](#) qui inclut la construction d'une usine de fonderie destinée à transformer le minerai de fer en acier, s'inscrit dans une stratégie de valorisation locale des ressources minières et de développement de la transformation. Il contribuerait à la diversification de l'économie et à la création d'emplois dans le secteur industriel.

Présence internationale à l'investiture du président Denis Sassou N'Gouesso

L'investiture du président Denis Sassou N'Gouesso ce 16 avril 2026, a [réuni](#) de nombreux chefs d'État africains et partenaires internationaux. La France y a été représentée par le ministre délégué en charge de l'Industrie, M. Sébastien MARTIN. Pour le Congo, cette cérémonie a constitué une opportunité de consolider ses partenariats et d'illustrer l'étendue de ses relations bilatérales.

Gabon

La Banque mondiale classe le pays dans l'archétype « voie des ressources » et alerte sur son coût d'emprunt souverain

La Banque mondiale, dans son [rapport](#) *Africa Economic Update* d'avril 2026 qui réhabilite la politique industrielle comme levier de développement en Afrique, a classé le Gabon dans l'archétype « voie des ressources », caractérisé par une dotation importante en matières premières mais aussi par une faible préparation de l'écosystème productif et infrastructurel. Les prévisions tablent sur une croissance de 3,0 % en 2026, bien en deçà de la moyenne historique de 4,1 % sur 2010-2019, avec un pic d'endettement à 81,9 % du PIB en 2025 avant une légère décline à 78,4 % en 2026. L'institution qualifie par ailleurs le coût d'emprunt souverain gabonais (12,70 %, spread de 850 pb sur les bons du Trésor américain) de « niveau de détresse ». Elle recommande d'investir prioritairement dans les infrastructures et le capital humain avant tout déploiement d'incitations industrielles, et d'affecter les recettes des ressources naturelles à l'investissement dans l'écosystème productif. Enfin, l'institution internationale met en garde contre les subventions inconditionnelles, les droits de douane prohibitifs et les ambitions industrielles non adossées à la capacité administrative d'exécution.

Un rebond salubre des activités extractives au T4 2025 qui masque un recul annuel de 2,7 %

Selon la dernière [note](#) de conjoncture sectorielle du ministère de l'Économie et des Finances, le secteur extractif gabonais a enregistré une progression de +4,4 % au T4 2025, portée simultanément par trois piliers : pétrole, manganèse et gaz. Cette reprise tardive n'a toutefois pas permis de compenser les contre-performances du début d'année. Sur l'ensemble de 2025, la production extractive recule de -2,7 % en glissement annuel. Le pétrole accuse une baisse annuelle de -2,9 % malgré un redressement de +1,6 % au

4e trimestre après trois trimestres consécutifs de repli, en net décalage avec les prévisions initiales des opérateurs (+3 %). Le manganèse enregistre un recul annuel de -2,5 %, à environ 9,1 Mt contre 9,4 Mt en 2024, marquant la troisième année consécutive de contraction, en dépit d'un rebond trimestriel de +10,8 % tiré par les bassins miniers de Moanda et de Franceville. Les difficultés logistiques d'évacuation vers le port d'Owendo demeurent le principal frein structurel. Seul le gaz naturel commercialisé affiche une dynamique soutenue, avec une production en hausse de +14,1 % au 4e trimestre et de +1,2 % sur l'année, confirmant son rôle émergent de levier de stabilisation du paysage extractif gabonais.

Le BTP enregistre un chiffre d'affaires record de 123,4 Mds FCFA au T4 2025

Selon la dernière [note](#) de conjoncture sectorielle du ministère de l'Économie et des Finances, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) s'est imposé comme le principal moteur de l'activité au T4 2025, avec un chiffre d'affaires record de 123,4 Mds FCFA, contre 76,2 Mds FCFA au trimestre précédent, soit une progression de +61,8 %. Cette accélération est tirée par les commandes publiques liées à la modernisation du réseau routier, qui ont entraîné un fort appel d'air pour l'emploi local et les sous-traitants en matériaux de construction. La production de ciment s'est établie à 145 284 t sur le trimestre, un niveau élevé qui peine néanmoins à satisfaire une demande particulièrement soutenue, contraignant les opérateurs à ajuster leurs chaînes d'approvisionnement pour préserver leurs marges. La pérennité de cette dynamique reste toutefois conditionnée à la régularité des paiements de l'État, dans un contexte de trajectoire budgétaire sous tension, ainsi qu'à la capacité des entreprises à maintenir la cadence sans compromettre la qualité d'exécution.

Guinée équatoriale

Chevron approuve un investissement de 690 M USD pour le champ gazier d'Aseng

Le groupe énergétique américain Chevron a [approuvé](#) la décision finale d'investissement (FID) de 690 M USD pour le projet de monétisation du champ gazier offshore d'Aseng. Cette décision fait suite aux accords conclus en septembre 2025 avec la Guinée équatoriale. Le projet, opéré par Noble Energy EG Ltd., filiale de Chevron, vise à valoriser les ressources gazières associées au champ d'Aseng, dont les réserves sont estimées à 39 Mds mètres cubes. Parallèlement à cette

décision, les opérateurs ont engagé l'attribution de contrats stratégiques. À ce titre, Subsea7 a [annoncé](#) le 1er avril 2026 l'obtention d'un contrat auprès de Noble Energy EG Ltd portant sur le transport et l'installation d'environ 19 km de conduites de production rigides, ainsi que de 20 km de câbles sous-marins.

Au T4 2025, l'activité économique enregistre une baisse de 9,6 % en glissement annuel

Selon les comptes nationaux trimestriels [publiés](#) le 7 avril 2026 par l'Institut national de statistique (INEGE), l'activité économique a reculé de 9,6 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2025. Cette contraction s'explique principalement par la contre-performance du secteur pétrolier (-22,2 %), liée à la baisse des volumes de production de pétrole brut, de gaz et de produits dérivés. À l'inverse, le PIB non pétrolier a progressé de 0,9 %, soutenu par la bonne tenue de l'agriculture (+2,6 %), de l'électricité, de l'eau et du gaz (+23,1 %), du commerce (+8,3 %), ainsi que du transport et des communications (+2,7 %). En comparaison trimestrielle, l'activité a toutefois enregistré une légère hausse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent.

Le gouvernement accorde 19 Mds FCFA à Sogea-Satom pour finaliser un projet routier

Le 10 avril 2026, à l'issue d'une session de travail entre le gouvernement et la direction générale de Sogea-Satom, l'État équato-guinéen a [accordé](#) un financement de 19 Mds FCFA (29 M EUR) à l'entreprise française afin de finaliser le projet routier « Autopista ». Cette rallonge, bien qu'inférieure au montant initialement sollicité par Sogea-Satom (26 milliards de FCFA), devrait permettre d'achever les travaux de finition. D'un coût total estimé à près de 73 Mds de FCFA (environ 111,3 M EUR), ce projet prévoit la construction de la route Oboroncuhu-Acam (31 km), ainsi que l'aménagement de 135 km de voiries autour de Bata et dans la province d'Oyala.

Tchad

L'Assemblée nationale adopte la deuxième phase du Projet d'appui au secteur de l'électricité

Le lundi 13 avril, l'Assemblée nationale a [adopté](#) un projet de loi portant sur la ratification de deux accords de prêt relatifs à la deuxième phase du Projet d'appui au secteur de l'électricité au Tchad (PASET-2). Ces accords ont été conclus entre la République du Tchad, le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) et le Fonds vert pour le climat (FVC). Le PASET-2 vise à améliorer l'accès à l'électricité tout en renforçant les capacités du système énergétique national. Il s'inscrit

dans la continuité de la première phase du programme (PASET-1), actuellement en cours d'exécution.

RDC

Première émission d'eurobond à 1,25 Md USD : la RDC entre sur les marchés internationaux de capitaux

La République Démocratique du Congo a [réalisé](#) avec succès sa première émission d'eurobond, levant 1,25 Md USD sur les marchés internationaux. L'opération, structurée en deux tranches de maturités 5 ans et 10 ans avec des rendements respectifs de 8,75 % et 9,50 %, a rencontré une forte demande, le livre d'ordres ayant atteint 5,3 Mds USD, soit une sursouscription de plus de quatre fois le montant initial. Pilotée par le Ministère des Finances, avec l'appui de Citigroup et Rothschild & Cie, cette émission fait suite à une série de roadshows à Washington, New York, Londres et Paris. Les fonds levés seront alloués à sept projets structurants dans les secteurs des transports, de l'énergie et de la formation professionnelle, conformément au pipeline stratégique présenté le 13 avril 2026. Dans le transport, il s'agit de l'extension de l'aéroport de Ndjili (nouveau terminal de 49 000 m², capacité de 5 millions de passagers par an), de la réhabilitation des 750 km de la RN4 Kisangani-Beni, ainsi que de la réhabilitation de 300 km de voiries urbaines et d'une rocade de 31 km à Kinshasa. Dans l'énergie, deux projets sont financés : une ligne de transmission 330 kV reliant la Zambie à la ceinture cuprifère congolaise, et la centrale hydroélectrique de Katende (64 MW) au Kasai Central, dont le réseau de distribution sera réalisé. Enfin, cinq centres de formation professionnelle seront construits (deux à Kinshasa, un à Kisangani, un à Mbuji-Mayi, un à Lubumbashi).

La Banque centrale du Congo abaisse son taux directeur et renforce le contrôle des changes

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Congo (BCC) a [décidé](#) de réduire le taux directeur de 1,5 point de pourcentage, le ramenant de 15,0 % à 13,5 %, tout en maintenant les coefficients des réserves obligatoires inchangés. Cette orientation prudente intervient dans un contexte de stabilisation macroéconomique : l'inflation en glissement annuel s'établit à 2,2 % à fin mars 2026 (contre 10,1 % un an plus tôt) et la croissance du PIB est projetée à 5,6 % en 2026, portée par le secteur extractif. La BCC a par ailleurs introduit un Bon BCC à six mois pour améliorer la

gestion de la liquidité bancaire. En outre, à compter du 9 avril 2027, la BCC assurera l'exclusivité de l'importation physique des billets en monnaies étrangères, mettant fin aux importations directes par les banques commerciales. La même date marquera l'interdiction totale des transactions en espèces en devises pour toute personne physique ou morale ; toutes les opérations en monnaies étrangères devront obligatoirement s'effectuer par voie scripturale. Ces décisions visent à renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi qu'à harmoniser les procédures de change à l'échelle nationale pour réduire le taux de dollarisation de l'économie.

Sao Tomé-et-Principe

Le FMI valide la 3e revue du programme ECF, malgré un contexte international dégradé

Le Fonds monétaire international a [annoncé](#) le 10 avril 2026 la conclusion de la troisième revue du programme macroéconomique conclu avec Sao Tomé-et-Principe au titre de la Facilité élargie de crédit (ECF), approuvée en décembre 2024 pour une durée de 52 mois. La mission technique dirigée par Slavi Slavov, menée du 26 mars au 8 avril, a conclu que « la majorité des cibles quantitatives ont été atteintes et que des progrès significatifs ont été enregistrés sur plusieurs dossiers macrostructurels ». Les autorités santoméennes ont notamment été saluées pour la préservation de la stabilité macroéconomique en dépit de la crise énergétique prolongée et du choc pétrolier lié au conflit au Moyen-Orient. Le ministre de l'Économie et des Finances, Gareth Guadalupe, a qualifié les résultats de « satisfaisants », tout en soulignant les « difficultés claires » auxquelles l'État est confronté, et a indiqué que les négociations se poursuivraient à Washington lors des Réunions de printemps du FMI. Le représentant résident du FMI, Gustavo Ramirez, a par ailleurs indiqué que les tensions géopolitiques imposeront une révision du programme et a appelé à accélérer la transition énergétique afin de réduire la dépendance aux combustibles fossiles, les coupures récurrentes d'électricité et les pertes de la compagnie publique EMAE étant considérées comme les principaux freins structurels à l'activité.

Evolution des cours des matières premières

	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Mar-26	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	96	3	3	7	1103	404	639
Variation mensuelle (%)	41 %	-16 %	-10 %	4 %	6 %	-2 %	-2 %
Variation annuelle (%)	35 %	-26 %	-60 %	-17 %	3 %	7 %	3 %
Variation sur 5 ans	50 %	19 %	32 %	100 %	7 %	-3 %	-4 %
Variation sur 10 ans	156 %	79 %	5 %	112 %	54 %	4 %	-6 %

	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
Mar-26	Coton	Caoutchouc naturel	Aluminium	Fer	Cuivre	Or
Référence/mesure	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/tmsu)	(USD/mt)	(USD/once troy)
Valeur	2	2	3373	104	12529	4856
Variation mensuelle (%)	4 %	6 %	10 %	6 %	-3 %	-3 %
Variation annuelle (%)	-1 %	1 %	27 %	4 %	29 %	63 %
Variation sur 5 ans	-16 %	1 %	54 %	-38 %	39 %	183 %
Variation sur 10 ans	18 %	64 %	120 %	86 %	153 %	290 %

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des événements économiques et institutionnels à venir

Date	Évènement	Lieu
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5ème édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).